



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
26 janvier 2012
Français
Original: anglais

**Groupe de travail intergouvernemental
à composition non limitée chargé d'examiner
l'application de la Convention des Nations Unies
contre la criminalité transnationale organisée
et des Protocoles s'y rapportant**
Deuxième session
Vienne, 23-27 janvier 2012

Projet de rapport

I. Introduction

1. Dans sa résolution 5/5, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a décidé d'établir un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'envisager et d'étudier des options et de faire des propositions concernant un ou plusieurs mécanismes pour aider la Conférence à examiner l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant ainsi que d'établir les termes de référence de ce(s) mécanisme(s) d'examen, des lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et une esquisse des rapports d'examen de pays pour qu'elle les examine et, éventuellement, les adopte à sa sixième session.

2. À sa réunion tenue du 17 au 19 mai 2011, le groupe de travail a achevé la première lecture du texte du projet de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, du projet de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays, et du projet d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques.

3. Ulises Canchola Gutierrez (Mexique), Président du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, a organisé des consultations informelles entre juillet et décembre 2011, pour faciliter une compréhension mutuelle et la résolution des questions en suspens concernant le mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant.



II. Recommandations

4. À sa deuxième session tenue du 23 au 27 janvier 2012, le groupe de travail a approuvé les documents suivants:

a) Projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.1)¹;

b) Projet révisé de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays, figurant dans le document CTOC/COP/WG.5/2011/3/Rev.1;

c) Projet révisé d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques, figurant dans le document CTOC/COP/WG.5/2011/4/Rev.1;

d) Répartition révisée des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, figurant dans le document CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.9².

5. Pour ce qui est du projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, aucun consensus n'a pu être trouvé sur les paragraphes 41 et 54 à 57. Les États parties et signataires ont été instamment priés de poursuivre les consultations à leur sujet avant la sixième session de la Conférence des Parties.

6. Les participants à la réunion ont examiné les documents CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.3 et CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.7, qui contenaient cinq scénarios possibles de mécanisme d'examen. Ces documents avaient été établis par le Secrétariat à la demande des États parties et signataires, afin de fournir des indications sur le processus budgétaire et de donner à la Conférence les éléments nécessaires pour prendre une décision. Plusieurs questions ont été abordées, notamment: i) l'allocation envisagée de postes P-3 aux bureaux régionaux de l'UNODC; ii) la possibilité de réduire la durée du mandat du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme; iii) la possibilité d'intégrer certains groupes de travail dans le Groupe de Palerme, pour autant que le mécanisme d'examen soit adopté; et iv) la réduction du volume de documents et du nombre de visites de pays.

7. En outre, il a été rappelé que le premier cycle d'examen devrait commencer en 2013 et que tout mécanisme d'examen envisagé devait être efficace, économique, durable et impartial. On a aussi noté qu'un tel mécanisme ne devait pas être inutilement lourd à gérer.

8. Il a été noté qu'il conviendrait peut-être que le Secrétariat examine la question des économies qui pourraient être réalisées dans le cadre du mécanisme d'examen et informe régulièrement les États parties et signataires à ce sujet.

9. Il a été souligné que, lors de l'analyse de l'application des articles réunis en différents groupes, il faudrait accorder l'attention voulue à l'assistance technique,

¹ Sera publié sous la cote CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.2.

² Sera publié sous la cote CTOC/COP/WG.5/2011/5/Rev.1.

question qui recouvrait plusieurs domaines et constituait par conséquent un élément clef d'une mise en œuvre efficace de la Convention et des Protocoles s'y rapportant.

10. Pour ce qui est du paragraphe 21 du projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.1), une délégation a estimé qu'il fallait donner la possibilité aux États examinateurs de décliner ce rôle sans conditions.

11. Un représentant du Secrétariat a souligné qu'il importait que la Conférence adopte, à sa sixième session, une résolution qui détermine les ressources nécessaires pour le mécanisme d'examen. Il a également été expliqué que le Secrétaire général commencerait à élaborer l'esquisse du budget pour l'exercice biennal 2014-2015 dans le courant de l'année 2012 et qu'une recommandation du groupe de travail intergouvernemental sur les besoins prévus lui permettrait de tenir compte de ces informations. Le groupe de travail est convenu que l'estimation initiale du montant total des dépenses pour le Scénario 1 du mécanisme d'examen tel que figurant dans le document CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.7 représentait les limites dans lesquelles le budget qui serait présenté à la Conférence devrait être élaboré. La décision de la Conférence concernant le budget du mécanisme d'examen devrait être présentée à la Cinquième Commission pour examen et inclusion, selon qu'il conviendrait, dans le budget-programme pour l'exercice 2013 et dans l'esquisse du budget pour l'exercice biennal 2014-2015.

12. Conformément à sa résolution 5/5, le groupe de travail a indiqué que le logiciel d'enquête Omnibus, qui a été amélioré par le Secrétariat sur la base des commentaires reçus des États parties et des États signataires, faciliterait la collecte d'informations sur l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, et donc qu'il serait un élément important du mécanisme d'examen qui serait adopté par la Conférence des Parties. Il a recommandé également de continuer à améliorer cet outil pour les deuxième et troisième cycles.

13. Il a été convenu que la répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, telle qu'elle figure dans les documents de séance CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.2 et CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.8, servirait de base aux futures délibérations concernant les prochains cycles du mécanisme d'examen.

III. Ouverture de la réunion

A. Ouverture et durée de la réunion

14. La deuxième réunion du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant s'est tenue à Vienne du 23 au 27 janvier 2012.

15. La réunion a été ouverte par M. Ulises Canchola Gutiérrez (Mexique), Président du groupe de travail. Celui-ci a fait une déclaration et présenté un aperçu du mandat du groupe, de ses objectifs et de la question à l'examen.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

16. À sa 1^{re} séance, le 23 janvier 2012, le groupe de travail a adopté par consensus l'ordre du jour provisoire et le projet d'organisation des travaux:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Options et propositions concernant la création d'un ou plusieurs mécanismes pour aider la Conférence à examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant.
3. Termes de référence des mécanismes d'examen proposés, lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et esquisse des rapports d'examen de pays.
4. Examen du logiciel complet d'auto-évaluation ("logiciel d'enquête Omnibus").
5. Autres questions.
6. Adoption du rapport.

C. Participation

17. Ont participé à la réunion les représentants de 87 États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant ainsi que ceux de 7 États signataires. La liste des participants est publiée sous la cote CTOC/COP/WG.5/2012/INF.1/Rev.1.

D. Documentation

18. Le groupe de travail était saisi des documents ci-après:

- a) Ordre du jour provisoire et organisation des travaux (CTOC/COP/WG.5/2012/1);
- b) Projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.1);
- c) Projet révisé de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays (CTOC/COP/WG.5/2011/3/Rev.1);
- d) Projet révisé d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques (CTOC/COP/WG.5/2011/4/Rev.1);
- e) Projet de découpage thématique de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, à titre indicatif (CTOC/COP/WG.5/2011/5);

- f) Projet révisé de termes de référence, tel qu'il a été examiné lors des consultations informelles: texte évolutif de la Présidence (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.1);
 - g) Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.2);
 - h) Différents scénarios pour d'éventuels mécanismes d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant et estimation des besoins financiers correspondants (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.3);
 - i) État du logiciel d'enquête Omnibus (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.4);
 - j) Proposition concernant la coopération internationale et la répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.5);
 - k) Proposition concernant la répartition des articles – Premier cycle (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.6);
 - l) Différents scénarios pour d'éventuels mécanismes d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant et estimation des besoins financiers correspondants* (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.7);
 - m) Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant* (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.8);
 - n) Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant* (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.9).
-